



ECONOMIE POLITIQUE DES DROITES LATINOS

Xavier Dupret

Mai 2018

8.900 signes

Du côté de la lutte contre l'inflation qui avait constitué le cheval de bataille de Mauricio Macri durant sa campagne présidentielle victorieuse en 2015, on observe une envolée des prix à Buenos Aires comparable, et peut-être même supérieure, à ce qui avait existé sous la présidence kirchnériste. L'échec est patent.

A l'époque de la passation de pouvoir entre la gauche et la droite en Argentine (décembre 2015), le taux d'inflation annuel était de 27,50%. Après un an de présidence à droite, l'inflation en Argentine avait franchi la barre des 40%. Pour l'année 2017, l'inflation a été de l'ordre de 25%, 8 points de plus que la cible visée par le gouvernement¹.

Dollarisation

Les ménages argentins, depuis que la politique kirchnériste de contrôle des changes et des mouvements de capitaux a été abolie, dollarisent leurs bas de laine en pesos. Et plus ils se livrent à cette opération, plus l'inflation augmente. Et plus l'inflation augmente, plus les ménages se livrent à ce sport si particulier qu'on nomme en Argentine la « bicyclette financière » (*bicicleta financiera*) qui consiste à anticiper la perte du pouvoir d'achat de la devise nationale en thésaurisant en dollars. A ce rythme, l'administration Macri risque de courir après l'inflation comme un chien après un os accroché à un autobus.

Pendant ce temps, le gouvernement argentin a mis en œuvre une politique de diminution des salaires réels en fixant des limites d'augmentation salariale aux commissions paritaires

¹ IPC Congreso, avril 2018.

réunissant syndicats et patronat et chargées de définir la marge de variation salariale dans le pays. Il se trouve, et ce n'est évidemment pas anodin, que ces limites se situent systématiquement en-deçà du niveau de l'inflation.

Le constat d'échec est, comme nous l'avons vu, patent. Ce ne sont effectivement pas les salaires qui tirent l'inflation vers le haut en Argentine mais l'accumulation en dollar par les ménages des classes moyennes qui ont, comme par hasard, voté massivement pour Mauricio Macri en 2015. Pour rendre le peso plus attractif pour ces catégories de la population attirées par le billet vert, la politique monétaire du gouvernement Macri a consisté à augmenter les taux d'intérêt. En 2016, cette montée a eu pour effet de plonger l'économie argentine dans la récession (-2,3%).

Depuis, l'Argentine a connu, en 2017, un taux de croissance de 2,5%, soit à peu près le même niveau qu'à la fin de l'ère Kirchner mais dans un contexte économique international bien meilleur qu'à cette époque. La (relative) embellie économique que le monde connaît devrait, d'ailleurs, conduire l'Argentine à avoir un taux de croissance d'un petit 2% avec une inflation de 19% en 2018, d'après le FMI². La croissance pourrait être plus faible encore si la Banque centrale de la République d'Argentine (BCRA) continue à perdre pied par rapport au dollar et à augmenter ses taux d'intérêt pour rendre le peso plus attractif³.

Eternel retour ?

Déjà, une partie du patronat argentin dénonce un surcoût des travailleurs argentins par rapport à leurs homologues mexicains et brésiliens. L'inflation en Argentine avancerait plus rapidement que le dollar, créant, par là-même, un surcoût relatif face à des pays de la région où l'inflation a été matée plus sévèrement (Mexique et Brésil notamment)⁴. L'augmentation des taux d'intérêt nominaux à des fins désinflationnistes cadre avec cette revendication, quitte à plonger le pays dans un nouvel épisode récessif avec à la clé une baisse sensible du niveau des salaires.

Le cas argentin est particulièrement intéressant. Avec un taux de syndicalisation de près de 40% de la population, l'Argentine dispose d'une tradition de mouvement ouvrier fort et revendicatif. Lorsque Macri est arrivé au pouvoir en 2015, il a cherché à éviter le face-à-face avec les puissants syndicats du pays et a, jusqu'à présent, refusé d'emprunter la voie du choc pur et dur (à la différence du gouvernement Temer au Brésil). Pour l'heure, le gouvernement Macri a évité de prendre une posture frontale puisqu'il alimente en dollars la bicyclette financière via le recours à l'endettement extérieur. Ce dernier a particulièrement augmenté en Argentine depuis trois ans.

A la fin de l'année 2015, alors que Cristina Kirchner s'apprêtait à quitter le pouvoir, la dette extérieure argentine représentait 26,11% du PIB, le niveau le plus bas dans la région. A la fin de l'année 2017, la dette extérieure de Buenos Aires était passée à 36,71% du PIB. En fait, Macri procède, avec un temps de décalage, à la même opération que les autres gouvernements de la région entre 2012 et 2015. C'est à cette époque que la dette extérieure brésilienne est passée de 18 à 30% du PIB et celle du Chili de 40 à 65% du PIB. La raison du décalage de l'Argentine dans l'opération de recours à l'endettement extérieur tient à une particularité historique. Sous la présidence de Cristina Kirchner, l'Argentine vivait, en effet, une situation

² El Cronista, édition mise en ligne le 17 avril 2018.

³ Buenos Aires Económico, édition mise en ligne le 27 avril 2018.

⁴ El Cronista, édition mise en ligne le 16 avril 2018.

de déconnexion à l'égard des marchés financiers puisque de nouveaux contrats de dette en dollars avec l'étranger étaient difficilement envisageables en raison de la bataille qui opposait le pays aux fonds voutours.

En tout état de cause, lorsque, sur fond de dépréciation structurelle du peso et de croissance économique atone, Mauricio Macri aura poussé la logique de l'endettement jusqu'à son terme, il se verra contraint de durcir sa politique en diminuant les dépenses publiques et en baissant drastiquement les salaires à des fins de relance des exportations. Cette politique de choc donnera les mêmes résultats qu'au Brésil aujourd'hui, à savoir un taux de croissance durablement anémié. C'est ainsi que les prévisions les plus enthousiastes du FMI ne pronostiquent jamais plus de 2% de croissance pour le Brésil au cours des 5 prochaines années. Dans un pays où la moitié de la population a moins de 30 ans, ces brillantes perspectives garantissent un marché de l'emploi saturé par le sous-emploi et, par conséquent, un taux de salaire durablement déprimé.

Une fois la consommation intérieure ramenée à la portion congrue dans la région, la croissance du PIB sera complètement liée aux exportations. Il sera à nouveau possible d'exporter et accumuler des devises à partir de la rente et si une discipline budgétaire de fer parvient à être imposée aux milieux populaires, l'inflation ne sera plus qu'un mauvais souvenir. Les monnaies locales retrouveront alors une stabilité face au dollar, ce qui accroîtra les opportunités d'investissement des oligarchies locales. En termes de projet de développement, ce modèle d'accumulation risque d'être une simple redite du passé puisque vu la faiblesse du marché intérieur, le taux de croissance du pays sera structurellement sujet à des variations parfois importantes en fonction du cours des matières. C'est dans ce contexte qu'apparaissent régulièrement des crises de la dette en Amérique latine.

Le Fonds monétaire international (FMI) est alors appelé à la rescousse. Son rôle consiste à se substituer aux marchés financiers défaillants et peu désireux de financer des pays en proie à de sévères déficits budgétaires et des déséquilibres profonds de la balance de paiements. A charge, bien entendu, pour le pays ainsi « sauvé » de mettre en place un programme d'ajustement structurel. Ce dernier vise invariablement à faire baisser drastiquement les déficits par une cure d'amaigrissement de l'Etat. Cette injonction débouche sur une diminution de la demande intérieure et de la part des salaires dans les PIB des pays de la région. C'est à ce moment que des mouvements de résistance émergent puisque les interventions du FMI représentent un appauvrissement de masse ne permettant, dans certains cas, même plus la reproduction de la force de travail. La question de l'alternative est alors posée. Le retour du FMI dans la région n'a rien d'une hypothèse gauchiste plus ou moins paranoïde. C'est ainsi qu'il y a peu (9 mai 2018), l'Argentine est retournée solliciter une ligne de crédit de 30 milliards de dollars auprès du FMI au point que la presse économique argentine n'hésitait plus à qualifier Christine Lagarde de véritable chef de l'Etat du pays⁵.

La boucle est (provisoirement ?) bouclée. Nous avons vu de quel côté les droites sont revenues en Amérique latine. Mais aussi de quel côté, elles pourraient éventuellement sortir. Ce sera clairement l'opportunité pour l'avènement d'un autre cycle politique de type progressiste. En tout état de cause, si cette hypothèse ne se vérifiait pas, il deviendrait difficile de continuer à parler de l'Amérique (en partie) latine comme d'une région du monde en phase d'émergence...

⁵ *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne du 14 mai 2018.